

**Art. 4.** Les modifications des articles 34, 38, 39 ou 40 de la Convention, qui seront adoptés sur la base de l'article 47, paragraphe 3, de la Convention, sortiront leur plein et entier effet.

Pronulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

————  
Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Proposition d'ordonnance, A-545/1. — Rapport, A-545/2.

Compte rendu intégral. — Séance du vendredi 20 mars 2009.

**Art. 4.** De wijzigingen van de artikelen 34, 38, 39 of 40 van het Verdrag, die zullen aangenomen worden met toepassing van artikel 47, lid 3, van het Verdrag, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

————  
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

Documenten van het Parlement. — Voorstel van ordonnantie, A-545/1. — Verslag, A-545/2.

Integraal verslag. — Vergadering van vrijdag 20 maart 2009.

## MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1378 [C - 2009/31189]

**26 MARS 2009.** — **Ordonnance visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation (1)**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Les aides visées aux articles 14 et 15 (sauf en ce qu'ils visent les avances récupérables), 19, 20, 22, 23 et 24 de la présente ordonnance sont octroyées aux conditions définies par le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie, JO, L 214 du 9 août 2008, p. 3).

**Art. 2.** Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° « Région » : la Région de Bruxelles-Capitale;

2° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° « organisme de recherche » : une entité, telle qu'un centre de recherche collective, universitaire ou de l'enseignement supérieur, dont le but premier est d'exercer des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental et de diffuser leurs résultats par l'enseignement, la publication ou le transfert de technologie; les profits doivent être intégralement réinvestis dans ces activités, dans la diffusion de leurs résultats ou dans l'enseignement; les entreprises qui peuvent exercer une influence sur un tel organisme, par exemple en leur qualité d'actionnaire ou de membre, ne bénéficient d'aucun accès privilégié à ses capacités de recherche ou aux résultats qu'elle produit;

## MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1378 [C - 2009/31189]

**26 MAART 2009.** — **Ordonnantie tot bevordering van het onderzoek, de ontwikkeling en de innovatie (1)**

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onderhavige ordonnantie regelt een materie zoals bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

De steun bedoeld in de artikelen 14 en 15 (behalve wat de terugvorderbare voorschotten betreft), 19, 20, 22, 23 en 24 van onderhavige ordonnantie worden toegekend aan de door de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 vastgelegde voorwaarden waarbij sommige categorieën steun verenigbaar verklaard worden met de gemeenschappelijke markt in toepassing van de artikelen 87 en 88 van het verdrag (Algemene Groepsvrijstellingsverordening, Publicatieblad, L 214 van 9 augustus 2008, p. 3).

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavige ordonnantie verstaat men onder :

1° « Gewest » : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

3° « onderzoeksorganisatie » : een entiteit, zoals een collectieve onderzoekseenheid, een universitaire onderzoekseenheid of een onderzoekseenheid van het hoger onderwijs die zich in hoofdzaak bezighoudt met het verrichten van fundamenteel onderzoek, industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling en het verspreiden van de resultaten daarvan door middel van onderwijs, publicaties of overdrachten van technologie; de opbrengsten moeten integraal geherinvesteerd worden in die activiteiten, in de verspreiding van hun resultaten of in het onderwijs; de ondernemingen die een invloed kunnen uitoefenen op een dergelijke organisatie, bijvoorbeeld in hun hoedanigheid van aandeelhouder of lid, genieten geen enkele bevoorrechte toegang tot haar onderzoekscapaciteiten of tot de resultaten die ze genereert;

4° « entreprise » : l'entreprise telle que définie par les normes communautaires concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat identifiées par arrêté du Gouvernement, qui a au moins un siège d'exploitation sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des personnes physiques et des entreprises appartenant au secteur du non-marchand ou exerçant des missions d'intérêt général ou des entreprises publiques;

5° « petite entreprise » : toute entreprise qui est établie sous la forme d'une société commerciale visée par le Code des sociétés et qui répond à la définition des petites entreprises ou des micro-entreprises au sens des normes communautaires concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat, identifiées par arrêté du Gouvernement;

6° « moyenne entreprise » : toute entreprise qui est établie sous la forme d'une société commerciale visée par le Code des sociétés et qui répond à la définition des moyennes entreprises au sens des normes communautaires concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat, identifiées par arrêté du Gouvernement;

7° « grande entreprise » : toute entreprise qui est établie sous la forme d'une société commerciale visée par le Code des sociétés et qui n'est ni une petite, ni une moyenne entreprise;

8° « jeune entreprise innovante » : toute petite entreprise dont la création remonte à moins de six ans avant l'octroi de l'aide et qui, à la date de l'octroi de cette aide, répond à l'une des conditions suivantes :

— soit l'entreprise fournit une évaluation effectuée par un expert extérieur et indépendant, notamment sur la base d'un plan d'activité, établissant que l'entreprise développera dans un avenir prévisible des produits, services ou procédés qui sont technologiquement neufs ou substantiellement améliorés par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné dans la Communauté européenne, et qui présentent un risque d'échec technologique ou industriel;

— soit les dépenses de recherche et développement de l'entreprise représentent au moins 15 % du total des dépenses de fonctionnement de l'entreprise au cours d'une des trois années précédant l'octroi de l'aide ou, dans le cas d'une entreprise débutante sans historique financier, de l'audit de son année fiscale en cours, le chiffre étant certifié par un expert-comptable externe;

9° « promoteur » : toute entreprise, tout organisme de recherche ainsi que tout groupement d'entreprise(s) et/ou d'organisme(s) de recherche;

10° « avance récupérable » : tout prêt en faveur d'un projet versé en une ou plusieurs tranches dont les conditions de remboursement dépendent de l'issue du projet de recherche-développement-innovation (RDI).

**Art. 3.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « recherche industrielle », la recherche planifiée ou les enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. Elle comprend la création de composants de systèmes complexes nécessaires à la recherche industrielle, notamment pour la validation de technologies génériques, à l'exclusion des prototypes visés par le développement expérimental.

**Art. 4.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « développement expérimental », l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et de techniques scientifiques, technologiques, commerciales et autres existantes en vue de produire des projets, des dispositifs ou des dessins pour la conception de produits, de procédés ou de services nouveaux, modifiés ou améliorés.

Sont notamment visés :

1° des activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés et de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent; ces activités peuvent porter sur la production d'ébauches, de dessins, de plans et d'autres documents, à condition qu'ils ne soient pas destinés à un usage commercial;

4° « onderneming » : de onderneming zoals bepaald door de communautaire normen betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de staatssteun vastgesteld bij besluit van de Regering, die tenminste een exploitatiezetel bezit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitsluiting van de natuurlijke personen en van de ondernemingen behorend tot de social-profitsector of die opdrachten van algemeen nut vervullen en publieke ondernemingen;

5° « kleine onderneming » : elke onderneming die is opgericht onder de vorm van een commerciële vennootschap zoals bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en beantwoordt aan de definitie van de kleine of micro-ondernemingen in de zin van de communautaire normen betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de staatssteun, vastgesteld bij besluit van de Regering;

6° « middelgrote onderneming » : elke onderneming die is opgericht onder de vorm van een commerciële vennootschap zoals bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en beantwoordt aan de definitie van de middelgrote ondernemingen in de zin van de communautaire normen betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de staatssteun, vastgesteld bij besluit van de Regering;

7° « grote onderneming » : elke onderneming die is opgericht onder de vorm van een commerciële vennootschap zoals bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en die noch een kleine, noch een middelgrote onderneming is;

8° « innovatieve starter » : elke kleine onderneming, waarvan de oprichting minder dan zes jaar teruggaat voor de toekenning van de steun en die op de datum van de toekenning van deze steun voldoet aan een van beide volgende voorwaarden :

— ofwel levert de onderneming een evaluatie verricht door een extern en onafhankelijk deskundige, met name op basis van een businessplan dat aantoonst dat de begunstigde in een voorzienbare toekomst producten, diensten of procédés zal ontwikkelen die technologisch nieuw zijn of een wezenlijke verbetering inhouden ten opzichte van de toestand van de techniek in de betrokken sector in de Europese Gemeenschap, en die een risico op technologische of industriële mislukking inhouden;

— ofwel vertegenwoordigen de uitgaven voor onderzoek en ontwikkeling van de onderneming ten minste 15 % van haar totale werkingskosten tijdens één van de drie vorige jaren voorafgaand aan de steunverlening of, in het geval van een startende onderneming zonder enige financiële voorgeschiedenis, bij de audit van haar lopend belastingjaar, bevestigd door een extern accountant;

9° « promotor » : elke onderneming, elke onderzoeksorganisatie, evenals elke groepering van een of meer bedrijven en/of van een of meer onderzoeksinstellingen;

10° « terugvorderbaar voorschot » : elke lening voor een project die in één of meer schijven wordt uitbetaald en waarbij de voorwaarden voor terugbetaling afhangen van de uitkomst van het project van onderzoek-ontwikkeling-innovatie (OOI).

**Art. 3.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « industrieel onderzoek », het planmatig of kritisch onderzoek dat is gericht op het verwerven van nieuwe kennis en vaardigheden met het oog op de ontwikkeling van nieuwe producten, procédés of diensten, of om bestaande producten, procédés of diensten aanmerkelijk te verbeteren. Het omvat de vervaardiging van onderdelen van complexe systemen die noodzakelijk zijn voor industrieel onderzoek, met name voor de algemene validering van generische technologie, met uitzondering van de prototypes als bedoeld in het kader van de experimentele ontwikkeling.

**Art. 4.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « experimentele ontwikkeling », het verwerven, combineren, vormgeven en gebruiken van bestaande wetenschappelijke, technische, zakelijke en andere kennis en vaardigheden voor plannen, schema's of tekeningen voor het ontwerpen van nieuwe, gewijzigde of verbeterde producten, procédés of diensten.

Worden met name bedoeld :

1° activiteiten voor de theoretische definitie en de planning van nieuwe producten, procédés of diensten, evenals de consignatie van de informatie die erop betrekking heeft; deze activiteiten kunnen betrekking hebben op de realisatie van schetsen, tekeningen, plannen en andere documenten, op voorwaarde dat zij niet voor commercieel gebruik zijn bestemd;

2° la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables, lorsque le prototype est nécessairement le produit fini commercial et lorsqu'il est trop onéreux à produire pour être utilisé uniquement à des fins de démonstration et de validation; en cas d'usage commercial ultérieur de projets de démonstration ou de projets pilotes, toute recette provenant d'un tel usage doit être déduite des coûts admissibles;

3° la production expérimentale et les essais de produits, de procédés et de services peuvent également bénéficier d'une aide, à condition qu'ils ne puissent être utilisés ou transformés en vue d'une utilisation dans des applications industrielles ou commerciales.

Sont exclues du développement expérimental les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants et autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

**Art. 5.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « innovation de procédé », la mise en oeuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée, cette notion impliquant des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel.

Ne sont pas considérés comme des innovations au sens de la présente ordonnance, les changements ou améliorations mineurs, un accroissement des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, ainsi que le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

**Art. 6.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « innovation d'organisation », la mise en oeuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise.

Ne sont pas considérés comme des innovations au sens de la présente ordonnance, les changements dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà utilisées dans l'entreprise, les changements dans les pratiques commerciales, les fusions ou les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, ainsi que le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

**Art. 7.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « service connexe à la RDI », tout service autre que la recherche industrielle, le développement expérimental ou l'innovation de procédé ou d'organisation, visant à faire connaître, diffuser ou valoriser les résultats et les connaissances issus de la recherche, du développement et de l'innovation auprès du monde économique et industriel.

**Art. 8.** Au sens de la présente ordonnance, on entend par « projet de RDI », toute recherche industrielle, tout développement expérimental, toute innovation de procédé ou d'organisation, toute étude de faisabilité, tout service connexe à la RDI pour lesquels une aide peut être octroyée en application de la présente ordonnance.

## CHAPITRE 2. — Principes généraux

**Art. 9.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut intervenir financièrement dans les dépenses admissibles des projets de RDI, par la voie de subsides ou d'avances récupérables, dans les conditions fixées par la présente ordonnance et en exécution de celle-ci.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Les dépenses admissibles pour le financement d'un projet de RDI sont les frais directement liés à l'exécution dudit projet, qu'ils soient directement exposés par le promoteur ou supportés par un sous-traitant.

Il s'agit des dépenses suivantes, à l'exclusion de toutes autres :

1° les dépenses de personnel (chercheurs, techniciens et autre personnel d'appui), dans la mesure où il est employé pour le projet de RDI;

2° de l'ontwikkeling van commercieel bruikbare prototypes en pilootprojecten indien het prototype noodzakelijkerwijs het commercieel eindproduct is en de productie ervan te duur is om alleen voor demonstratie- en validatiedoeleinden te worden gebruikt; in geval van een later commercieel gebruik van demonstratie- of pilootprojecten, moet elke ontvangst die uit een dergelijk gebruik resulteert afgetrokken worden van de aanvaardbare kosten;

3° de experimentele productie en het testen van producten, procedés en diensten kunnen eveneens steun genieten, voor zover deze niet voor industriële toepassing of commerciële exploitatie kunnen worden gebruikt of geschikt gemaakt.

Behoren niet tot de experimentele ontwikkeling, de routinematige of periodieke wijzigingen aangebracht aan producten, productielijnen, fabricageprocessen, bestaande diensten en andere lopende operaties, zelfs indien deze wijzigingen verbeteringen kunnen inhouden.

**Art. 5.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « procesinnovatie », de toepassing van een nieuwe of sterk verbeterde productie- of distributiemethode, met inbegrip van aanzienlijke veranderingen in de technieken, het materieel en/of de software.

Worden niet beschouwd als innovaties in de zin van onderhavige ordonnantie, de geringe veranderingen of verbeteringen, een verhoging van de productie- of dienstverleningscapaciteit door de toevoeging van productie- of logistieke systemen die sterk gelijken op die welke reeds in gebruik zijn, het niet meer gebruiken van een procedé, de eenvoudige vervanging en uitbreiding van de uitrusting, de veranderingen die louter het gevolg van prijsschommelingen voor productiefactoren zijn, de productie op maat, de gebruikelijke seizoensgebonden of andere cyclische veranderingen, evenals de handel in nieuwe of sterk verbeterde producten.

**Art. 6.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « organisatie-innovatie », de toepassing van een nieuwe organisatie-methode in de praktijk, de organisatie van de werkvloer of de externe betrekkingen van de onderneming.

Worden niet beschouwd als innovaties in de zin van onderhavige ordonnantie, wijzigingen in de praktijken van de onderneming, in de organisatie van de werkvloer of in de externe betrekkingen die steunen op organisatie-methodes die reeds worden gebruikt in de onderneming, veranderingen van de commerciële praktijken, fusies en verwervingen, het niet meer gebruiken van een procedé, eenvoudige vervangings- en uitbreidingsinvesteringen, veranderingen die louter het gevolg van prijsschommelingen voor productiefactoren zijn, de productie op maat, de gebruikelijke seizoensgebonden of andere cyclische veranderingen, evenals de handel in nieuwe of sterk verbeterde producten.

**Art. 7.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « met OOI verwante dienst », elke andere dienst dan industrieel onderzoek, experimentele ontwikkeling, procesinnovatie of organisatie-innovatie die tot doel heeft de resultaten en de kennis verkregen aan de hand van onderzoek, ontwikkeling en innovatie bekend te maken, te verspreiden of te valoriseren bij de economische en industriële wereld.

**Art. 8.** In de zin van onderhavige ordonnantie verstaat men onder « OOI-project », elk industrieel onderzoek, elke experimentele ontwikkeling, elke procesinnovatie of elke organisatie-innovatie, elke haalbaarheidsstudie, elke met OOI verwante dienst waarvoor steun kan worden bekomen in toepassing van onderhavige ordonnantie.

## HOOFDSTUK 2. — Algemene principes

**Art. 9.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering financiële tegemoetkomingen verlenen voor de aanvaardbare uitgaven van OOI-projecten, door middel van toelagen of terugvorderbare voorschotten, onder de voorwaarden bepaald door onderhavige ordonnantie en tot uitvoering ervan.

**Art. 10. § 1. B** De aanvaardbare uitgaven voor de financiering van een OOI-project zijn de kosten die rechtstreeks verband houden met de uitvoering van het betrokken project, ongeacht of ze rechtstreeks door de promotor worden gemaakt of door een onderaannemer worden gedragen.

Het gaat om de volgende uitgaven, met uitsluiting van alle andere :

1° de kosten van personeel (onderzoekers, technici en ander ondersteunend personeel), in de mate waarin het wordt aangewend voor het OOI-project;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet de RDI; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour le projet de RDI, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet de RDI, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont jugés admissibles;

3° les coûts de la recherche sous-traitée, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'exécution du projet de RDI;

4° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de l'exécution du projet de RDI;

5° les frais généraux additionnels supportés directement du fait du projet de RDI.

§ 2. Les dépenses admissibles sont calculées avant impôts et autres prélèvements.

Si le promoteur est assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, le montant de cette taxe est exclue des dépenses admissibles.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Peut bénéficier de l'intervention financière du Gouvernement, tout promoteur qui :

1° développe, en tout ou en partie, ses activités sur le territoire de la Région pendant dix ans à partir de l'octroi de l'aide;

2° démontre l'intérêt de son projet de RDI pour sa stratégie de développement, ainsi que son impact favorable sur l'économie, l'emploi et/ou le développement durable de la Région;

3° démontre, le cas échéant, la possibilité d'une exploitation des résultats de la recherche dans d'autres Régions ou Etats membres de l'Union européenne.

Ces conditions sont cumulatives.

§ 2. Sont exclues du bénéfice de l'intervention, les entreprises en difficulté au sens des lignes directrices communautaires en vigueur concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les projets de RDI ne peuvent faire l'objet des résultats de la recherche prévus par la présente ordonnance s'ils bénéficient d'autres subsides de la Région.

§ 2. Lorsqu'un projet de RDI bénéficie de l'aide financière d'un pouvoir public autre que la Région, l'intervention octroyée en application de la présente ordonnance est diminuée à due concurrence de telle sorte que le cumul des différentes aides n'excède pas les limites fixées par la présente ordonnance.

**Art. 13.** Sans préjudice des articles 14, § 5, et 15, § 6, le promoteur est propriétaire des résultats et du savoir-faire résultant de l'exécution des projets de RDI qui ont bénéficié d'une intervention financière du Gouvernement.

### CHAPITRE 3. — Types d'aide

#### Section 1. — Aide en faveur de la recherche industrielle

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Tout promoteur désireux de mener un projet de recherche industrielle peut bénéficier d'une intervention financière du Gouvernement sous la forme d'une subvention ou d'une avance récupérable.

Taux d'intervention

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

1° 70 % pour une petite entreprise;

2° 60 % pour une moyenne entreprise;

3° 50 % pour une grande entreprise.

2° de kosten van de instrumenten en het materieel, in de mate waarin en zolang deze worden gebruikt voor het OOI-project; indien deze instrumenten en materieel niet tijdens hun hele levensduur worden gebruikt voor het OOI-project, dan zullen enkel de afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het OOI-project, berekend volgens de goede boekhoudkundige praktijken, aanvaardbaar worden geacht;

3° de kosten van het onderaanbesteed onderzoek, de technische kennis en de aangekochte octrooien of die het voorwerp zijn van licenties bij externe bronnen tegen marktprijs, indien de transactie geschiedt onder de normale concurrentievoorwaarden en er geen enkel element van collusie bestaat, evenals de kosten voor diensten van consultants en van equivalente diensten die uitsluitend voor het OOI-project worden gebruikt;

4° de andere exploitatiekosten, met name de kosten voor aanverwant materiaal, leveringen en producten die rechtstreeks worden gemaakt voor de verwezenlijking van het OOI-project;

5° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks voor het OOI-project worden gemaakt.

§ 2. De aanvaardbare uitgaven worden berekend voor belastingen en andere heffingen.

Indien de promotor onderworpen is aan de belasting op de toegevoegde waarde, dan wordt het bedrag van deze belasting niet in aanmerking genomen voor de aanvaardbare uitgaven.

**Art. 11.** § 1. Kan in aanmerking komen voor de financiële tussenkomst van de Regering, elke promotor die :

1° zijn activiteiten geheel of gedeeltelijk uitoefent op het grondgebied van het Gewest en dit, gedurende tien jaar vanaf de toekenning van de steun;

2° het belang aantoont van zijn OOI-project voor zijn ontwikkelingsstrategie, alsook de gunstige impact ervan op de economie, de werkgelegenheid en/of de duurzame ontwikkeling van het Gewest;

3° in voorkomend geval, de mogelijkheid aantoont van een exploitatie van de onderzoeksresultaten in andere Gewesten of Lidstaten van de Europese Unie.

Deze voorwaarden zijn van cumulatieve aard.

§ 2. Zijn uitgesloten van het genot van de tussenkomst, de ondernemingen in moeilijkheden in de zin van de geldende communautaire richtsnoeren betreffende de staatssteun voor de redding en herstructurering van ondernemingen in moeilijkheden.

**Art. 12.** § 1. De OOI-projecten kunnen niet het voorwerp zijn van de tussenkomsten waarin onderhavige ordonnantie voorziet, indien zij andere gewestelijke toelagen genieten.

§ 2. Ingeval een OOI-project financiële steun geniet van een andere overheid dan het Gewest, wordt de in toepassing van onderhavige ordonnantie verleende tussenkomst op overeenkomstige wijze vermindert en op zodanige wijze dat de gecumuleerde steun de overeenkomstig onderhavige ordonnantie bepaalde grenzen niet overschrijdt.

**Art. 13.** Onverminderd de artikelen 14, § 5, en 15, § 6, is de promotor eigenaar van de resultaten en de knowhow verkregen door de uitvoering van de OOI-projecten die een financiële tegemoetkoming van de Regering hebben genoten.

### HOOFDSTUK 3. — Vormen van steun

#### Afdeling 1. — Steun ten gunste van het industrieel onderzoek

**Art. 14.** § 1. Elke promotor die een project van industrieel onderzoek wenst uit te voeren, kan een tegemoetkoming van de Regering genieten onder de vorm van een toelage of een terugvorderbaar voorschot.

Interventiepercentages

Indien de tussenkomst een toelage is, dan kan de omvang ervan, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

1° 70 % voor een kleine onderneming;

2° 60 % voor een middelgrote onderneming;

3° 50 % voor een grote onderneming.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

- 1° 80 % pour une petite entreprise;
- 2° 70 % pour une moyenne entreprise;
- 3° 60 % pour une grande entreprise.

Majoration des taux d'intervention pour projets collaboratifs

§ 2. Les taux d'intervention visés au § 1<sup>er</sup> peuvent être majorés de 15 % des dépenses admissibles, jusqu'à un plafond de 80 %, lorsque le projet répond à l'une des conditions suivantes :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre deux ou plusieurs entreprises indépendantes l'une de l'autre, dont au moins une petite ou moyenne entreprise; dans ce cas, aucune des entreprises concernées ne supporte à elle seule plus de 70 % des dépenses admissibles du projet de coopération; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective;

2° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre deux ou plusieurs entreprises indépendantes les unes des autres et dont les sièges d'activités se situent dans au moins deux Etats différents; dans ce cas, aucune des entreprises concernées ne supporte à elle seule plus de 70 % des dépenses admissibles du projet de coopération; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective;

3° le projet est mené en coopération effective avec un organisme de recherche; dans ce cas, l'organisme de recherche en question prend en charge au moins 10 % des coûts admissibles du projet et a le droit de publier les résultats du projet de recherche dans la mesure où ils sont issus des recherches qu'il a lui-même effectuées; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective.

Dispositions particulières relatives aux avances récupérables

§ 3. Si l'intervention visée au § 1<sup>er</sup> est accordée sous la forme d'une avance récupérable, la convention relative au projet visée à l'article 27 contient les modalités détaillées de remboursement en cas d'issue favorable du projet. La définition de l'issue favorable des activités de recherche, établie sur la base d'une hypothèse prudente et raisonnable, implique une identification des objectifs techniques et commerciaux du projet avant l'octroi de l'aide.

§ 4. En cas d'issue favorable du projet, le prêt est remboursé à un taux d'intérêt au moins égal au taux de référence, le cas échéant actualisé, visé par la communication de la Commission européenne en vigueur concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation.

En cas de succès partiel, le remboursement est proportionnel au degré de réussite du projet.

En cas de réussite allant au-delà de l'issue favorable, la Région peut exiger des versements au-delà du remboursement du montant de l'avance, y compris des intérêts au taux de référence prévu par la Commission.

§ 5. Si elle constate l'échec du projet, l'entreprise ou chacune des entreprises auxquelles une avance récupérable a été accordée renonce à exploiter les résultats du projet au cours de la réalisation de celui-ci ou dans les six mois qui suivent la fin de cette réalisation. L'entreprise expose l'échec du projet au regard des objectifs techniques et commerciaux définis dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui la lient à la Région.

Dans ce cas, l'entreprise transfère à la Région, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits intellectuels sur les résultats du projet et est, en conséquence, totalement dispensée de rembourser l'avance.

§ 6. Lorsque le promoteur d'un projet de recherche industrielle est un organisme de recherche et si ce projet n'est pas exécuté au bénéfice direct d'une ou de plusieurs entreprises, l'intervention du Gouvernement dans ce projet prend la forme d'un subside et peut atteindre 100 % des dépenses admissibles.

Indien de tussenkomst een terugvorderbaar voorschot is, dan kan de omvang ervan, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

- 1° 80 % voor een kleine onderneming;
- 2° 70 % voor een middelgrote onderneming;
- 3° 60 % voor een grote onderneming.

Verhoging van de interventiepercentages voor samenwerkingsprojecten

§ 2. Het in § 1 bedoelde interventiepercentage kan met 15 % van de aanvaardbare uitgaven tot een maximum van 80 % worden verhoogd indien het project voldoet aan een van de volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd op basis van een effectieve samenwerking tussen tenminste twee ondernemingen die onafhankelijk zijn van elkaar, en waaronder zich tenminste een kleine of middelgrote onderneming bevindt; in dat geval draagt geen enkele van de betrokken ondernemingen meer dan 70 % van de aanvaardbare uitgaven van het samenwerkingsproject; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking;

2° het project wordt uitgevoerd op basis van een effectieve samenwerking tussen tenminste twee ondernemingen die onafhankelijk zijn van elkaar, en waarvan de activiteitszetels tenminste in twee verschillende staten gevestigd zijn; in dat geval draagt geen van de betrokken ondernemingen alleen meer dan 70 % van de aanvaardbare uitgaven van het samenwerkingsproject; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking;

3° het project wordt gevoerd op basis van een effectieve samenwerking met een onderzoeksorganisatie; in dat geval neemt de betrokken onderzoeksorganisatie tenminste 10 % ten laste van de aanvaardbare uitgaven van het project en heeft deze het recht om de resultaten van het onderzoeksproject te publiceren, in de mate waarin deze afkomstig zijn van zelf uitgevoerde onderzoeken; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking.

Bijzondere bepalingen met betrekking tot de terugvorderbare voorschotten

§ 3. Indien de in § 1 bedoelde tussenkomst wordt verleend onder de vorm van een terugvorderbaar voorschot, dan bevat de in artikel 27 bedoelde overeenkomst de gedetailleerde modaliteiten van terugbetaling in geval van het welslagen van het project. De definitie van het welslagen van onderzoeksactiviteiten, bepaald op basis van een voorzichtige en redelijke veronderstelling, impliceert een identificatie van de technische en commerciële doelstellingen van het project nog voor de verlening van de steun.

§ 4. Bij het welslagen van het project, wordt de lening terugbetaald aan een interestvoet die tenminste gelijk is aan het referentiële percentage, in voorkomend geval geactualiseerd, dat wordt bedoeld door de geldende mededeling van de Europese Commissie betreffende de methode van vaststelling van de referentiële interestvoeten en van de actualisering ervan.

In geval van een gedeeltelijk succes, dan staat de terugbetaling in verhouding tot de graad van welslagen van het project.

In geval van een succes dat het welslagen overschrijdt, kan het Gewest stortingen eisen bovenop de terugbetaling van het bedrag van het voorschot, met inbegrip van de interesten tegen de referentiële interestvoet voorzien door de Commissie.

§ 5. Indien de onderneming de mislukking vaststelt van het project, dan moet de onderneming of elk van de ondernemingen, waaraan een terugvorderbaar voorschot werd verleend, afzien van de exploitatie van de resultaten van het project, tijdens de realisatie ervan of binnen de zes maanden die volgen op het einde van de realisatie. De onderneming moet de mislukking van het project uiteenzetten met betrekking tot de technische en commerciële doelstellingen vastgelegd in de contractuele bepalingen met betrekking tot het project die haar verbinden met het Gewest.

In dat geval draagt de onderneming de intellectuele rechten van de resultaten van het project over aan het Gewest, of aan elke andere entiteit die door het Gewest is aangeduid, en is de onderneming volledig vrijgesteld van de terugbetaling van het voorschot.

§ 6. Indien de promotor van een industrieel onderzoeksproject een onderzoeksorganisatie is, en dit project wordt niet uitgevoerd in het rechtstreeks voordeel van een of meerdere ondernemingen, dan neemt de tussenkomst van de Regering in dit project de vorm aan van een toelage en kan 100 % van de aanvaardbare uitgaven bereiken.

## Section 2. — Aide en faveur du développement expérimental

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** Tout promoteur désireux de mener un projet de développement expérimental peut bénéficier d'une intervention financière du Gouvernement, sous la forme d'une subvention ou d'une avance récupérable.

## Taux d'intervention

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

- 1° 45 % pour une petite entreprise;
- 2° 35 % pour une moyenne entreprise;
- 3° 25 % pour une grande entreprise.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

- 1° 60 % pour une petite entreprise;
- 2° 50 % pour une moyenne entreprise;
- 3° 40 % pour une grande entreprise.

## Majoration des taux d'intervention pour projets collaboratifs

§ 2. Les taux d'intervention visés au § 1<sup>er</sup> peuvent être majorés de 15 % des dépenses admissibles lorsque le projet répond à l'une des conditions suivantes :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre dont au moins une petite ou moyenne entreprise; dans ce cas, aucune des entreprises concernées ne supporte à elle seule plus de 70 % des dépenses admissibles du projet de coopération; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective;

2° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre et dont les sièges d'activités se situent dans au moins deux Etats différents; dans ce cas, aucune des entreprises concernées ne supporte à elle seule plus de 70 % des dépenses admissibles du projet de coopération; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective;

3° le projet est mené en coopération effective avec un organisme de recherche; dans ce cas, l'organisme de recherche en question prend en charge au moins 10 % des coûts admissibles du projet et a le droit de publier les résultats du projet de recherche dans la mesure où ils sont issus des recherches qu'il a lui-même effectuées; la sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective.

§ 3. En cas d'usage commercial de prototypes créés dans le cadre d'un projet de développement expérimental, toute recette provenant d'un tel usage doit être déduite des coûts admissibles du projet, selon les modalités définies par le Gouvernement.

## Dispositions particulières relatives aux avances récupérables

§ 4. Si l'intervention visée au § 1<sup>er</sup> est accordée sous la forme d'une avance récupérable, la convention relative au projet visée à l'article 27 contient les modalités détaillées de remboursement en cas d'issue favorable du projet. La définition de l'issue favorable des activités de recherche, établie sur la base d'une hypothèse prudente et raisonnable, implique une identification des objectifs techniques et commerciaux du projet avant l'octroi de l'aide.

§ 5. En cas d'issue favorable du projet, le prêt est remboursé à un taux d'intérêt au moins égal au taux applicable résultant de l'application de la communication de la Commission européenne en vigueur concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation.

En cas de succès partiel, le remboursement est proportionnel au degré de réussite du projet.

En cas de réussite allant au-delà de l'issue favorable, la Région peut exiger des versements au-delà du remboursement du montant de l'avance, y compris des intérêts au taux de référence fixé par la Commission.

## Afdeling 2. — Steun ten gunste van de experimentele ontwikkeling

**Art. 15. § 1.** — Elke promotor, die een experimenteel ontwikkelingsproject wil uitvoeren, kan een financiële tussenkomst van de Regering genieten, onder de vorm van een toelage of een terugvorderbaar voorschot.

## Interventiepercentages

Indien de tussenkomst een toelage is, dan kan de omvang ervan, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

- 1° 45 % voor een kleine onderneming;
- 2° 35 % voor een middelgrote onderneming;
- 3° 25 % voor een grote onderneming.

Indien de tussenkomst een terugvorderbaar voorschot is, dan kan de omvang ervan, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

- 1° 60 % voor een kleine onderneming;
- 2° 50 % voor een middelgrote onderneming;
- 3° 40 % voor een grote onderneming.

## Verhoging van de interventiepercentages voor samenwerkingsprojecten

§ 2. De in § 1 bedoelde interventiepercentages kunnen met 15 % van de aanvaardbare uitgaven worden verhoogd indien het project voldoet aan een van de volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd op basis van een effectieve samenwerking tussen tenminste twee ondernemingen die onafhankelijk zijn van elkaar, en waaronder zich tenminste een kleine of middelgrote onderneming bevindt; in dat geval draagt geen enkele van de betrokken ondernemingen meer dan 70 % van de aanvaardbare uitgaven van het samenwerkingsproject; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking;

2° het project wordt uitgevoerd op basis van een effectieve samenwerking tussen tenminste twee ondernemingen die onafhankelijk zijn van elkaar, en waarvan de activiteitszetels tenminste in twee verschillende Staten gevestigd zijn; in dat geval draagt geen van de betrokken ondernemingen alleen meer dan 70 % van de aanvaardbare uitgaven van het samenwerkingsproject; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking;

3° het project wordt gevoerd op basis van een effectieve samenwerking met een onderzoeksorganisatie; in dat geval neemt de betrokken onderzoeksorganisatie tenminste 10 % ten laste van de aanvaardbare uitgaven van het project en heeft deze het recht om de resultaten van het onderzoeksproject te publiceren, in de mate waarin deze afkomstig zijn van zelf uitgevoerde onderzoeken; de onderaanneming wordt niet beschouwd als een effectieve samenwerking.

§ 3. In geval van een commercieel gebruik van prototypes, gecreëerd in het kader van een experimenteel ontwikkelingsproject, moet elke ontvangst van zo'n gebruik worden afgetrokken van de aanvaardbare kosten van het project, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

## Bijzondere bepalingen met betrekking tot de terugvorderbare voorschotten

§ 4. Indien de in § 1 bedoelde tussenkomst wordt verleend onder de vorm van een terugvorderbaar voorschot, dan bevat de in artikel 27 bedoelde overeenkomst betreffende het project de gedetailleerde modaliteiten van terugbetaling in geval van het welslagen van het project. De definitie van het welslagen van onderzoeksactiviteiten, bepaald op basis van een voorzichtige en redelijke veronderstelling, impliceert een identificatie van de technische en commerciële doelstellingen van het project nog voor de verlening van de steun.

§ 5. Bij het welslagen van het project, wordt de lening terugbetaald tegen een interestvoet die tenminste gelijk is aan het percentage dat van kracht is bij toepassing van de geldende mededeling van de Europese Commissie betreffende de methode van vaststelling van de referentiële interestvoeten en van de actualisering ervan.

In geval van een gedeeltelijk succes, dan staat de terugbetaling in verhouding tot de graad van welslagen van het project.

In geval van een succes dat het welslagen overschrijdt, kan het Gewest stortingen eisen bovenop de terugbetaling van het bedrag van het voorschot, met inbegrip van de interesten tegen de referentiële interestvoet vastgesteld door de Commissie.

§ 6. Si elle constate l'échec du projet, l'entreprise ou chacune des entreprises auxquelles une avance récupérable a été accordée renonce à exploiter les résultats du projet au cours de la réalisation de celui-ci ou dans les six mois qui suivent la fin de cette réalisation. L'entreprise expose l'échec du projet au regard des objectifs techniques et commerciaux définis dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui la lient à la Région.

Dans ce cas, l'entreprise transfère à la Région, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits intellectuels sur les résultats du projet et est, en conséquence, totalement dispensée de rembourser l'avance.

#### Section 3. — Aides à l'innovation de procédé et d'organisation dans les services

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Toute entreprise développant un projet d'innovation de procédé ou d'organisation peut bénéficier d'une intervention du Gouvernement sous la forme d'un subside. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

- 1° 35 % pour les petites entreprises;
- 2° 25 % pour les entreprises moyennes;
- 3° 15 % pour les grandes entreprises.

§ 2. L'aide est octroyée aux conditions cumulatives suivantes :

1° l'innovation doit prendre la forme d'un projet dirigé par un chef de projet identifié et qualifié, et dont les coûts sont déterminés à l'avance;

2° le projet doit déboucher sur la mise au point d'une norme, d'un modèle, d'une méthodologie ou d'une notion économiques qui peuvent être systématiquement reproduits, le cas échéant homologués et brevetés;

3° l'innovation de procédé ou d'organisation doit représenter une nouveauté ou une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné; le caractère nouveau peut notamment être établi par une description précise de l'innovation comparée aux procédés les plus avancés utilisés par d'autres entreprises du même secteur;

4° le projet d'innovation doit comporter un degré de risque évident; celui-ci peut être établi par l'entreprise notamment en référence aux coûts du projet par rapport à son chiffre d'affaires, au temps nécessaire à la mise au point du nouveau procédé, aux bénéfices escomptés de l'innovation de procédé par rapport aux coûts du projet ou à la probabilité d'échec.

§ 3. En outre, s'agissant de l'innovation d'organisation, celle-ci doit être liée à l'utilisation et à l'exploitation de technologies d'information et de communication (TIC) en vue de modifier l'organisation.

§ 4. Une grande entreprise ne peut se voir octroyer une aide à l'innovation de procédé ou d'organisation dans les services, que si les conditions visées aux paragraphes 2 et 3 sont réunies et si, en outre, le projet est réalisé soit en coopération avec une petite ou moyenne entreprise qui supporte au moins 30 % des dépenses admissibles, soit en coopération avec plusieurs petites entreprises ou moyennes entreprises qui supportent globalement au moins 30 % des dépenses admissibles.

#### Section 4. — Inventeurs isolés

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Une personne physique, ayant développé une invention dont elle est entièrement propriétaire et ayant le projet de la valoriser sous forme d'une activité industrielle et commerciale nouvelle, peut bénéficier d'une aide financière du Gouvernement pour couvrir les frais d'études de faisabilité technique de son invention, préalables à des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, à la condition que ces études soient confiées à des organismes spécialisés.

§ 2. Cette intervention prend la forme d'un subside pouvant atteindre au maximum 75 % des frais d'études exposés, sans toutefois qu'il puisse excéder un montant de douze mille cinq cent euros par invention. Le Gouvernement est habilité à indexer annuellement ce montant sur base de l'indice santé.

§ 3. L'intervention visée au § 1<sup>er</sup> est réservée aux personnes physiques domiciliées sur le territoire de la Région et dont l'invention est susceptible d'avoir des retombées favorables sur l'économie et l'emploi sur le territoire de la Région.

§ 6. Indien de onderneming de mislukking vaststelt van het project, dan moet de onderneming of elk van de ondernemingen, waaraan een terugvorderbaar voorschot werd verleend, afzien van de exploitatie van de resultaten van het project, tijdens de realisatie ervan of binnen de zes maanden die volgen op het einde van de realisatie. De onderneming moet de mislukking van het project uiteenzetten met betrekking tot de technische en commerciële doelstellingen, vastgelegd in de contractuele bepalingen met betrekking tot het project die haar verbinden met het Gewest.

In dat geval draagt de onderneming de intellectuele rechten van de resultaten van het project over aan het Gewest of aan elke andere entiteit die door het Gewest is aangeduid, en is de onderneming volledig vrijgesteld van terugbetaling van het voorschot.

#### Afdeling 3. — Steun voor proces- en organisatie-innovatie op het gebied van de diensten

**Art. 16.** § 1. Elke onderneming, die een project ontwikkelt voor proces- of organisatie-innovatie, kan een tussenkomst van de Regering genieten onder de vorm van een toelage. De omvang van de toelage, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, kan bedragen :

- 1° 35 % voor de kleine ondernemingen;
- 2° 25 % voor de middelgrote ondernemingen;
- 3° 15 % voor de grote ondernemingen.

§ 2. De steun wordt verleend onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de innovatie moet de vorm aannemen van een project met een identificeerbare en gekwalificeerde projectmanager en waarvan de kosten vooraf zijn bepaald;

2° het project resulteert in de ontwikkeling van een norm, model, methodologie of een economisch concept die systematisch kunnen worden gereproduceerd en in voorkomend geval gecertificeerd en geoctrooierd;

3° de proces- of organisatie-innovatie moet een nieuwigheid of een sterke verbetering vormen ten opzichte van de toestand van de techniek in de betrokken sector; het nieuwe karakter kan met name worden aangetoond op basis van een precieze beschrijving van de innovatie, door deze te vergelijken met de meest geavanceerde procedés gebruikt door andere ondernemingen van dezelfde sector;

4° het innovatieproject houdt een duidelijke graad van risico in; deze kan worden aangetoond door de onderneming, met name door te verwijzen naar de verhouding tussen de projectkosten en het zakencijfer, de benodigde tijd om het nieuwe proces te ontwikkelen, de van de procesinnovatie verwachte baten ten opzichte van de projectkosten, of het risico op mislukking.

§ 3. Indien het bovendien gaat om een organisatie-innovatie, dan moet deze worden gekoppeld aan het gebruik en de exploitatie van informatie- en communicatietechnologieën (ICT) om de organisatie te veranderen.

§ 4. Een grote onderneming kan slechts steun genieten voor de innovatie van een proces of organisatie in haar diensten indien voldaan is aan de in paragraaf 2 en 3 bedoelde voorwaarden en indien het project bovendien wordt verwezenlijkt in samenwerking met een kleine of middelgrote onderneming die tenminste 30 % van de aanvaardbare kosten draagt of in samenwerking met verschillende kleine of middelgrote ondernemingen die globaal tenminste 30 % van de aanvaardbare kosten dragen.

#### Afdeling 4. — Individuele uitvinders

**Art. 17.** § 1. Een natuurlijk persoon, die een uitvinding heeft ontwikkeld waarvan hij de volle eigenaar is en die van plan is om zijn uitvinding te valoriseren onder de vorm van een nieuwe industriële of commerciële activiteit, kan een financiële tussenkomst van de Regering genieten om de kosten te dekken van de technische haalbaarheidsstudies van zijn uitvinding, voorafgaand aan activiteiten van industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, op voorwaarde dat deze studies worden toevertrouwd aan gespecialiseerde instellingen.

§ 2. Deze tussenkomst neemt de vorm aan van een toelage die maximum 75 % kan bedragen van de gemaakte kosten, zonder evenwel een bedrag van twaalfduizend vijfhonderd euro per uitvinding te overschrijden. De Regering is gemachtigd om dit bedrag jaarlijks te indexeren op basis van de gezondheidsindex.

§ 3. De in § 1 bedoelde tussenkomst is voorbehouden aan natuurlijke personen die woonachtig zijn op het grondgebied van het Gewest en waarvan de uitvinding een gunstige weerslag kan hebben op de economie en de werkgelegenheid op het grondgebied van het Gewest.

## Section 5. — Financement de services connexes à la RDI

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut confier des missions de services connexes à la RDI à des associations sans but lucratif et des organismes de recherche et les financer par voie de subsides pouvant atteindre 100 % des dépenses admissibles de ces services.

§ 2. Outre ces dépenses admissibles, telles que définies à l'article 10, les coûts d'obtention et de validation des brevets et autres droits de propriété industrielle, tels que définis à l'article 20, § 2, pourront également être pris en charge à 100 %.

§ 3. Les recettes générées par le transfert de technologie doivent être réinvesties dans les activités principales de l'association sans but lucratif ou de l'organisme de recherche.

## Section 6. — Aide en faveur des études de faisabilité technique

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Tout promoteur désireux de procéder à une étude de faisabilité technique préalablement au lancement d'un projet de recherche industrielle peut, s'il est une petite ou moyenne entreprise, bénéficier d'une intervention financière du Gouvernement, sous la forme d'un subside équivalant au maximum à 75 % des dépenses admissibles.

§ 2. Tout promoteur désireux de procéder à une étude de faisabilité technique préalablement au lancement d'un projet de développement expérimental peut, s'il est une petite ou moyenne entreprise, bénéficier d'une intervention financière du Gouvernement, sous la forme d'un subside équivalant au maximum à 50 % des dépenses admissibles.

§ 3. L'étude de faisabilité technique doit être réalisée par un consultant ou un organisme spécialisé dans le domaine concerné, exerçant ses activités depuis deux ans au moins et faisant preuve d'une compétence suffisamment notoire, étayée sur la base d'une liste de références. Le consultant ou l'organisme doit être indépendant de l'entreprise.

§ 4. Les coûts admissibles sont les coûts de l'étude.

## Section 7. — Aide destinée à couvrir les frais de droits de propriété intellectuelle

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** Les petites et les moyennes entreprises peuvent bénéficier d'une intervention du Gouvernement dans les coûts d'obtention et de validation des brevets et autres droits de propriété industrielle, aux conditions fixées par le Gouvernement.

§ 2. Les coûts admissibles dans le cadre de cette mesure sont les suivants :

1° tous les coûts antérieurs à l'octroi des droits dans la première juridiction, y compris les coûts d'élaboration, de dépôt et de suivi de la demande, ainsi que les coûts de renouvellement de la demande avant l'octroi des droits;

2° les coûts de traduction et autres coûts liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions;

3° les coûts de défense de la validité des droits dans le cadre du suivi officiel de la demande et d'éventuelles procédures d'opposition, même si ces frais sont exposés après l'octroi des droits.

§ 3. Si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demande(s) de brevet relèvent en majeure partie de la recherche industrielle, l'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

1° 70 % pour une petite entreprise;

2° 60 % pour une moyenne entreprise.

§ 4. Si les recherches dont sont issus les résultats sur lesquels porte(nt) la ou les demande(s) de brevet relèvent en majeure partie du développement expérimental, l'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre :

1° 45 % pour une petite entreprise;

2° 35 % pour une moyenne entreprise.

§ 5. Les taux d'intervention visés au §§ 3 et 4 peuvent être majorés de 15 % des dépenses admissibles, jusqu'à un plafond maximum de 80 %, lorsque les recherches, dont sont issus les résultats sur lesquels portent la ou les demande(s) de brevet, ont été menées en coopération effective avec un organisme de recherche.

## Afdeling 5. — Financiering van met OOI verwante diensten

**Art. 18. § 1.** De Regering kan opdrachten van met OOI verwante diensten toevertrouwen aan verenigingen zonder winstoogmerk en onderzoeksorganisaties, en deze opdrachten financieren met toelagen die 100 % van de aanvaardbare uitgaven van deze diensten kunnen bereiken.

§ 2. Behalve deze aanvaardbare uitgaven, zoals bepaald in artikel 10, zullen ook de kosten voor het verkrijgen en de validering van de octrooien en andere industriële eigendomsrechten, zoals bepaald in artikel 20, § 2, ten belope van 100 % kunnen worden gefinancierd.

§ 3. De door de technologieoverdracht gegenereerde ontvangsten moeten opnieuw worden geïnvesteerd in de hoofdactiviteiten van de vereniging zonder winstoogmerk of de onderzoeksorganisatie.

## Afdeling 6. — Steun voor technische haalbaarheidsstudies

**Art. 19. § 1.** Elke promotor die wil overgaan tot een technische haalbaarheidsstudie die voorafgaat aan de lancering van een industrieel onderzoeksproject kan, indien hij een kleine of middelgrote onderneming is, een financiële tussenkomst van de Regering genieten onder de vorm van een toelage die maximum gelijk is aan 75 % van de aanvaardbare uitgaven.

§ 2. Elke promotor die wil overgaan tot een technische haalbaarheidsstudie die voorafgaat aan de lancering van een experimenteel ontwikkelingsproject kan, indien hij een kleine of middelgrote onderneming is, een financiële tussenkomst van de Regering genieten onder de vorm van een toelage die maximum gelijk is aan 50 % van de aanvaardbare uitgaven.

§ 3. De technische haalbaarheidsstudie moet worden verricht door een consultant of een instelling die is gespecialiseerd op het betrokken gebied, die zijn activiteiten sedert tenminste twee jaar uitoefent en getuigt van een toereikend bekende deskundigheid die wordt aangevoerd op basis van een lijst met referenties. De consultant of de instelling moet onafhankelijk zijn van de onderneming.

§ 4. De aanvaardbare kosten zijn de kosten van de studie.

## Afdeling 7. — Steun om de kosten te dekken van industriële eigendomsrechten

**Art. 20. § 1.** De kleine en middelgrote ondernemingen kunnen een tussenkomst van de Regering genieten in de kosten voor de verwerving en de validering van de octrooien en andere rechten van industriële eigendom, tegen de door de Regering bepaalde voorwaarden.

§ 2. De aanvaardbare kosten in het kader van deze maatregel zijn de volgende :

1° alle kosten gemaakt vóór de verlening van de rechten in het eerste rechtsgebied, met inbegrip van de kosten met betrekking tot de opstelling, de indiening en de verdere afhandeling van de aanvraag, evenals de kosten van een hernieuwde aanvraag vóór de verlening van de rechten;

2° de vertaalkosten en andere kosten die verband houden met de verkrijging of validering van de rechten in andere rechtsgebieden;

3° de kosten ter verdediging van de geldigheid van de rechten in het kader van de officiële afhandeling van de aanvraag en mogelijke verzetsprocedures, zelfs indien deze kosten worden gemaakt na de verlening van de rechten.

§ 3. Indien het onderzoek, waarvan de resultaten afkomstig zijn waarop de aanvraag (aanvragen) van een octrooi betrekking heeft (hebben), hoofdzakelijk ressorteert onder het industrieel onderzoek, dan kan de omvang van de toelage, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

1° 70 % voor een kleine onderneming;

2° 60 % voor een middelgrote onderneming.

§ 4. Indien het onderzoek, waarvan de resultaten afkomstig zijn waarop de aanvraag(aanvragen) van een octrooi betrekking heeft(hebben), hoofdzakelijk ressorteert onder de experimentele ontwikkeling, dan kan de omvang van de toelage, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, bedragen :

1° 45 % voor een kleine onderneming;

2° 35 % voor een middelgrote onderneming.

§ 5. B De in §§ 3 en 4 bedoelde interventiepercentages kunnen met 15 % worden verhoogd tot een maximum van 80 % van de aanvaardbare uitgaven indien het onderzoek, waarvan de resultaten afkomstig zijn waarop de aanvraag(aanvragen) van een octrooi betrekking heeft(hebben), werd gevoerd op basis van een effectieve samenwerking met een onderzoeksorganisatie.



*Section 8. — Aide aux jeunes entreprises innovantes*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut accorder une aide à une jeune entreprise innovante.

La subvention peut couvrir des dépenses de toute nature et son montant s'élève au maximum à 500.000 euros.

§ 2. Le bénéficiaire ne peut se voir octroyer une telle aide qu'une seule fois au cours de la période pendant laquelle il répond à la définition de jeune entreprise innovante telle que reprise à l'article 2.

§ 3. Nonobstant les dispositions de l'article 12, le bénéficiaire de l'aide aux jeunes entreprises innovantes ne peut recevoir, pendant une période de trois ans après l'octroi de cette aide, aucune aide publique autre qu'une aide à la RDI ou au capital investissement.

*Section 9. — Aide pour le recours aux services de conseil et de soutien à l'innovation*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Des aides pour le recours aux services de conseil et de soutien à l'innovation peuvent être octroyées aux petites et aux moyennes entreprises pour autant que :

1° l'aide soit comprise entre 25.000 euros et 200.000 euros par bénéficiaire sur une période de trois ans;

2° le prestataire de services soit une personne physique ou morale reconnue;

3° le bénéficiaire doit utiliser l'aide pour acquérir les services au prix du marché; si le prestataire de services est une association sans but lucratif, le prix du marché représente l'intégralité des coûts, augmentée d'une marge raisonnable.

§ 2. Les coûts suivants peuvent bénéficier d'une aide :

1° en ce qui concerne les services de conseil en innovation : conseils de gestion, assistance technologique, services de transfert de technologie, formation, conseil pour l'acquisition, la protection et l'échange de droits de propriété intellectuelle et pour les accords d'octroi de licence, activités de conseil relatives à l'utilisation des normes;

2° en ce qui concerne les services de soutien à l'innovation : banques de données, bibliothèques techniques, études de marché, utilisation d'un laboratoire, étiquetage de la qualité, essais et certification.

§ 3. Si le prestataire de services est une association sans but lucratif, l'aide peut prendre la forme d'une réduction de prix; elle consistera alors en la différence entre le prix payé et le prix du marché.

§ 4. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, peut atteindre 75 %.

*Section 10. — Aide en faveur de partenariats internationaux*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'un type de subvention portant sur la préparation, le dépôt et la négociation d'un projet de RDI qui associe une ou plusieurs entités établies sur le territoire de la Région et une ou plusieurs entités établies dans d'autres Etats, et qu'elles déposeraient auprès d'une institution ou d'un organisme international ou supranational afin d'obtenir un financement ou une reconnaissance.

Cette aide peut être accordée aux petites entreprises, aux moyennes entreprises et aux organismes de recherche.

§ 2. Les dépenses admissibles couvertes par l'aide visée au § 1<sup>er</sup> peuvent être plafonnées et sont limitées aux éléments suivants :

1° les frais de secrétariat exposés dans le cadre de la préparation, du dépôt et de la négociation du projet, y compris les frais de personnel exposés dans ce cadre;

2° les frais de traductions effectuées en exécution d'un contrat de services;

3° les frais de prestations en matière juridique effectuées en exécution d'un contrat de services;

4° les frais de déplacement et de mission.

Les dépenses admissibles couvertes par la subvention ne peuvent comporter aucune dépense relative à la réalisation du projet.

§ 3. Si le projet relève de la recherche industrielle, la subvention peut atteindre au maximum 70 % des dépenses admissibles.

Si le projet relève du développement expérimental, la subvention peut atteindre au maximum 50 % des dépenses admissibles.

*Afdeling 8. — Steun voor innovatieve starters*

**Art. 21.** § 1. De Regering kan een toelage verlenen aan een innovatieve starter.

De toelage kan uitgaven van allerlei aard dekken en bedraagt maximum 500.000 euro.

§ 2. Aan de begunstigde kan slechts eenmaal zo'n steun worden toegekend tijdens de periode waarin deze voldoet aan de in artikel 2 bepaalde definitie van innovatieve starter.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 12, kan de begunstigde van de steun voor innovatieve starters tijdens een periode van drie jaar na de toekenning van deze steun geen enkele andere publieke steun genieten dan OOI-steun of steun voor investeringskapitaal.

*Afdeling 9. — Steun voor het gebruik van innovatieadvies en innovatieondersteuning*

**Art. 22.** § 1. Aan kleine en middelgrote ondernemingen kan steun worden verleend om een beroep te doen op diensten voor advies en ter ondersteuning van innovatie, voor zover dat :

1° de steun tussen 25.000 en 200.000 euro bedraagt per begunstigde over een periode van drie jaar;

2° de dienstverlener een erkend natuurlijk of rechtspersoon is;

3° de begunstigde de steun gebruikt om de diensten aan marktprijs te verwerven; indien de dienstverlener een vereniging zonder winstoogmerk is, dan vertegenwoordigt de marktprijs de volledige kosten, verhoogd met een redelijke marge.

§ 2. De volgende kosten kunnen steun genieten :

1° wat innovatieadviesdiensten betreft : managementconsulting, technologische bijstand, diensten inzake technologieoverdracht, opleiding, consultancy in verband met de verwerving, de bescherming en de uitwisseling van intellectuele-eigendomsrechten en in verband met overeenkomsten voor de verlening van licenties, consultancy-activiteiten in verband met het gebruik van de normen;

2° wat betreft de diensten inzake innovatieondersteuning : databanken, technische bibliotheken, marktstudies, het gebruik van laboratoria, kwaliteitsetikettering, testen en certificeren.

§ 3. Indien de dienstverlener een vereniging zonder winstoogmerk is, kan de steun de vorm aannemen van een prijsverlaging; deze zal bijgevolg het verschil zijn tussen de betaalde prijs en de marktprijs.

§ 4. De omvang van de toelage, uitgedrukt in percentage van de aanvaardbare uitgaven, kan 75 % bereiken.

*Afdeling 10. — Steun ten gunste van internationale partnerships*

**Art. 23.** § 1. De Regering kan de modaliteiten bepalen van een soort toelage die betrekking heeft op de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van een OOI-project waaraan een of meerdere op het grondgebied van het Gewest gevestigde entiteiten en een of meerdere in andere Staten gevestigde entiteiten deelnemen, en dat zij zouden indienen bij een internationale of supranationale instelling of organisatie om een financiering of erkenning te bekomen.

Deze steun kan worden verleend aan kleine en middelgrote ondernemingen en aan onderzoeksorganisaties.

§ 2. Voor de aanvaardbare uitgaven gedekt door de toelage van de in § 1 bedoelde soort kunnen maxima worden bepaald, en deze zijn beperkt tot de volgende elementen :

1° de secretariaatskosten gedaan in het kader van de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van het project, met inbegrip van de in dit kader gedane personeelskosten;

2° de kosten van de vertalingen die zijn verricht in uitvoering van een dienstenovereenkomst;

3° de kosten voor prestaties op juridisch vlak die zijn verricht in uitvoering van een dienstenovereenkomst;

4° de kosten van verplaatsingen en missies.

De aanvaardbare uitgaven, die zijn gedekt door de toelage, mogen geen enkele uitgave omvatten met betrekking tot de verwezenlijking van het project.

§ 3. Indien het project ressorteert onder het industrieel onderzoek, dan mag de toelage maximum 70 % van de aanvaardbare uitgaven bedragen.

Indien het project ressorteert onder de experimentele ontwikkeling, dan mag de toelage maximum 50 % van de aanvaardbare uitgaven bedragen.

*Section 11. — Aide en faveur de l'engagement temporaire de personnel hautement qualifié*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. L'engagement temporaire, par une petite ou moyenne entreprise, d'une personne qui dispose d'une haute qualification en matière de RDI peut faire l'objet d'une aide du Gouvernement aux conditions suivantes :

1° la personne est détachée par une grande entreprise ou un organisme de recherche, après y avoir travaillé au moins deux ans;

2° la personne ainsi détachée ne doit pas remplacer d'autres salariés mais doit être affectée à une fonction nouvellement créée dans l'entreprise bénéficiaire;

3° la personne ainsi détachée doit effectuer des activités de RDI dans l'entreprise bénéficiaire;

4° à l'issue de cette affectation, la personne a le droit de retourner travailler dans l'entité qui l'avait détachée.

§ 2. Les coûts admissibles dans le cadre de cette mesure sont tous les frais de personnel pour l'engagement et l'utilisation temporaire de personnel, notamment les frais d'agence de recrutement, ainsi qu'une allocation de déplacement pour la personne mise à disposition.

L'intensité maximale de l'aide est de 50 % des coûts admissibles, pour une durée maximale de trois ans par entreprise et par personne détachée.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. L'engagement temporaire d'un chercheur par un organisme de recherche, peut faire l'objet d'une aide du Gouvernement aux conditions suivantes :

1° l'organisme de recherche affecte la personne à une nouvelle fonction de RDI;

2° l'organisme de recherche envoie la personne périodiquement effectuer des stages en rapport avec cette fonction au sein d'entreprises disposant d'un haut niveau d'expertise scientifique et technique.

§ 2. Les coûts admissibles en cas d'engagement de personnel visé au § 1<sup>er</sup> du présent article sont :

1° les dépenses de personnel et de fonctionnement propres au chercheur engagé;

2° les coûts de ses missions, de ses formations, de sa documentation spécifique et de ses stages;

3° les frais additionnels supportés du fait de son affectation à des projets de recherche industrielle.

§ 3. L'intensité de cette aide est de maximum 100 % des coûts admissibles, pour une durée maximale de 60 mois par organisme de recherche et par chercheur.

*CHAPITRE IV. — Dispositions administratives et contractuelles*

**Art. 26.** Le Gouvernement arrête, dans le respect des principes de la présente ordonnance, les modalités et la procédure d'octroi des interventions visées par la présente ordonnance.

**Art. 27.** Dans le respect des principes fixés par la présente ordonnance et en exécution de celle-ci, une convention à conclure entre le bénéficiaire et le Gouvernement définit les droits et obligations des parties, ainsi que les modalités du suivi relatif à l'intervention régionale.

**Art. 28.** En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations fixées par la présente ordonnance, en exécution de celle-ci ou par la convention visée à l'article 27, le Gouvernement peut suspendre son intervention et ordonner le remboursement de l'aide déjà versée, le cas échéant majorée des intérêts moratoires, au taux fixé par la convention visée à l'article 27.

**Art. 29.** En cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire du bénéficiaire, le Gouvernement suspend son intervention et ordonne le remboursement de l'aide déjà versée.

*CHAPITRE V. — Dispositions finales*

**Art. 30.** Le Gouvernement communique annuellement au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale et au Conseil de la Politique scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale un rapport statistique relatif à l'application de la présente ordonnance au cours de l'année civile précédente.

*Afdeling 11. — Steun voor de tijdelijke aanwerving van hooggekwalificeerd personeel*

**Art. 24.** § 1. De tijdelijke aanwerving door een kleine of middelgrote onderneming van een inzake OOI hooggekwalificeerd persoon kan het voorwerp zijn van steun vanwege de Regering onder de volgende voorwaarden :

1° de persoon wordt gedetacheerd door een grote onderneming of een onderzoeksorganisatie na er tenminste twee jaar te hebben gewerkt;

2° de aldus gedetacheerde persoon moet geen andere loontrekkenden vervangen maar dient te worden toegewezen aan een nieuw opgerichte functie in de begunstigde onderneming;

3° de aldus gedetacheerde persoon moet OOI-activiteiten verrichten in de begunstigde onderneming;

4° na afloop van deze toewijzing heeft de persoon het recht om terug te gaan werken bij de entiteit die hem had gedetacheerd.

§ 2. De aanvaardbare kosten in het kader van deze maatregel zijn alle personeelskosten voor de aanwerving en het tijdelijk gebruik van personeel, met name de kosten van een rekruteringsagentschap, evenals een verplaatsingsvergoeding voor de ter beschikking gestelde persoon.

De maximale omvang van de steun bedraagt 50 % van de aanvaardbare kosten, voor een maximumduur van drie jaar per onderneming en per gedetacheerd persoon.

**Art. 25.** § 1. De tijdelijke aanwerving van een onderzoeker door een onderzoeksorganisatie kan onder de volgende voorwaarden het voorwerp zijn van regeringssteun :

1° de onderzoeksorganisatie bestemt de persoon voor een nieuwe OOI-functie;

2° de onderzoeksorganisatie laat deze persoon periodiek stages volgen in verband met deze functie binnen ondernemingen met een grote wetenschappelijke en technische expertise.

§ 2. De aanvaardbare kosten bij de aanwerving van het in § 1 van onderhavig artikel bedoeld personeel zijn :

1° de personeels- en werkingskosten eigen aan de aangeworven persoon;

2° de kosten van zijn missies, opleidingen, zijn specifieke documentatie en zijn stages;

3° de gedragen bijkomende kosten omwille van zijn aanstelling voor industriële onderzoeksprojecten.

§ 3. De omvang van deze steun bedraagt maximum 100 % van de aanvaardbare kosten, voor een maximumduur van 60 maanden per onderzoeksorganisatie en per onderzoeker.

*HOOFDSTUK 4. — Administratieve en contractuele bepalingen*

**Art. 26.** De Regering bepaalt, met eerbied voor de beginselen van onderhavige ordonnantie, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de door onderhavige ordonnantie bedoelde tussenkomsten.

**Art. 27.** Met eerbied voor de door onderhavige ordonnantie bepaalde beginselen en in uitvoering ervan, bepaalt een tussen de begunstigde en de Regering te sluiten overeenkomst de rechten en verplichtingen van de partijen, evenals de nadere regels wat betreft de opvolging met betrekking tot de gewestelijke tussenkomst.

**Art. 28.** Bij niet-naleving door de begunstigde van de door onderhavige ordonnantie bepaalde verplichtingen, in uitvoering ervan of door de in artikel 27 bedoelde overeenkomst, kan de Regering haar tussenkomst opschorten en de terugbetaling vorderen van de reeds gestorte steun, in voorkomend geval verhoogd met de wettelijke interesten, tegen de interestvoet bepaald door de in artikel 27 bedoelde overeenkomst.

**Art. 29.** In geval van faillissement, ontbinding, vrijwillige of gerechtelijke ontbinding van de begunstigde, schort de Regering haar tussenkomst op en beveelt ze de terugbetaling van de reeds gestorte steun.

*HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen*

**Art. 30.** De Regering bezorgt jaarlijks aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, aan de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Raad voor het Wetenschapsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een statistisch verslag met betrekking tot de toepassing van onderhavige ordonnantie tijdens het voorbije kalenderjaar.

**Art. 31.** L'ordonnance du 21 février 2002 relative à l'encouragement et au financement de la recherche scientifique et de l'innovation technologique est abrogée. Ses dispositions restent toutefois applicables aux aides dont la décision d'octroi a été adoptée avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ainsi qu'aux demandes d'aide introduites avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

**Art. 32.** Le Gouvernement est habilité à adapter les dispositions de la présente ordonnance aux obligations qui, pour la Région, résultent des règles de droit européen relatives aux aides d'Etat.

**Art. 33.** La présente ordonnance entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

C. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—  
Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — A-541/1 : Projet d'ordonnance. — A-541/2 : Rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption : séance du vendredi 20 mars 2009.

**Art. 31.** De ordonnantie van 21 februari 2002 betreffende de aanmoediging en de financiering van het wetenschappelijk onderzoek en de technologische innovatie wordt opgeheven. De bepalingen ervan blijven evenwel van toepassing op de steun waarvan de beslissing tot toekenning ervan werd aangenomen voor de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie, evenals op de steunaanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie.

**Art. 32.** De Regering is gemachtigd om de bepalingen van onderhavige ordonnantie aan te passen aan de verplichtingen die voor het Gewest voortvloeien uit de regels van het Europees recht met betrekking tot de staatssteun.

**Art. 33.** Onderhavige ordonnantie treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

*Documenten van het Parlement.* — A-541/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-541/2 : Verslag.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 20 maart 2009.

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1379

[C - 2009/31190]

**26 MARS 2009.** — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 3 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, remplacé par l'article 2 de l'ordonnance du 18 avril 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le premier alinéa, les mots « ainsi que de la liste mentionnée à l'article 7 » sont insérés entre le mot « gouvernement » et les mots « se fait »;

2° le deuxième alinéa est complété par la phrase suivante :

« La réception de l'acte envoyé par courrier électronique est également confirmée par un accusé de réception. ».

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1379

[C - 2009/31190]

**26 MAART 2009.** — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vervangen bij artikel 2 van de ordonnantie van 18 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « alsook de lijst zoals bedoeld in artikel 7 » ingevoegd tussen het woord « regering » en het woord « verzonden »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De ontvangst van de akte die wordt verzonden via elektronische post wordt tevens bevestigd met een ontvangstmelding. ».